



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :  
Stéphanie JANNIN

## Cycles de l'eau - Mise à l'étude du choix du mode de gestion de l'assainissement - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence assainissement collectif dans le cadre de trois contrats de délégation de service public (DSP) dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2021 :

- l'exploitation de la station d'épuration de MAERA qui traite les effluents de 19 communes (14 de la Métropole et 5 autres communes du bassin versant), dont le contrat de DSP est confié à VEOLIA EAU ;
- l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées du bassin versant de la station d'épuration MAERA, déléguée à la société VEOLIA Eau ;
- l'exploitation du réseau des secteurs Est et Ouest, raccordés à 12 stations d'épuration, déléguée à la société AQUALTER.

Ces 3 délégations de service public ont pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une réflexion sur le mode de gestion du service de l'assainissement collectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que cette réflexion globale (technique, financière, organisationnelle...) aboutisse à la mise en place, dans un contexte budgétaire contraint, d'une organisation cohérente et efficiente des services rendus.

Les collectivités territoriales et leurs groupements disposent, du fait du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, de la liberté du choix du mode de gestion pour exploiter leurs services publics.

Ainsi, pour exploiter un service public, Montpellier Méditerranée Métropole peut recourir à différents modes de gestion dont l'opportunité peut être appréciée au regard de différents critères notamment le niveau de contrôle de la puissance publique et de portage du risque d'exploitation, les besoins de mutualisation des moyens (humains, techniques et financiers), les capacités de portage financier mais aussi au regard des objectifs spécifiques définis par la Métropole.

Dans le cadre de cette réflexion, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les enjeux de son service de demain.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite que le prochain mode de gestion permette :

- une plus large gestion démocratique,
- une gestion optimisée des investissements,
- une gestion écologique et solidaire prenant en compte les enjeux climatiques,
- une gestion financière simplifiée.

Le mode de gestion retenu devra, en outre, permettre de mettre en œuvre les travaux de modernisation et d'extension de la station de MAERA afin de faire face, à brève échéance, à des obligations réglementaires.

Dans le cadre de cette analyse, Montpellier Méditerranée Métropole a également souhaité s'interroger de manière plus large sur une gestion intégrée du cycle de l'eau dans son ensemble prenant en compte un manque constaté de mutualisation entre la gestion du petit cycle de l'eau, la gestion du pluvial et des milieux aquatiques appartenant au grand cycle de l'eau.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi avoir une vision globale du cycle de l'eau afin d'élaborer une politique cohérente et volontariste pour la préservation des ressources en eau et de la qualité du milieu naturel voir de la gestion du milieu aquatiques désormais dévolues à la Métropole.

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité dans son analyse avoir un point d'attention sur la gestion du personnel tant pour ce qui concerne le devenir du personnel des délégataires actuels que de l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole.

Ainsi une analyse comparative a été réalisée sur des scénarios qui, à des degrés divers, répondent aux objectifs poursuivis.

Trois scénarii ont ainsi été analysés de façon approfondie :

- La création d'une Régie unique eau potable et assainissement collectif ;
- Une solution mixte avec gestion en régie pour la station Maera au travers d'un marché global de performance (MGP) et d'une concession de service sur le reste du service assainissement ;
- La création d'une société d'économie mixte à opération unique (SEMOP).

La gestion et l'approvisionnement en eau étant gérés depuis 2014 par la Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît que son élargissement à l'assainissement collectif pourrait constituer une solution naturelle et pertinente, nécessitant d'être approfondie. Parallèlement à cette régie, un MGP serait lancé début 2021 pour profondément rénover la Station MAERA

Ce schéma nécessite un complément d'études sur au moins trois aspects :

- les conditions d'articulation de l'exploitation d'un côté de la station de Maera en MGP et de l'autre des réseaux de collecte en régie, du fait de la nécessité de pouvoir gérer de manière dynamique l'ensemble fonctionnel collecte + traitement
- les conditions d'articulation des stratégies et des travaux liés au réseau d'assainissement pluvial d'un côté (compétence 3M) et au réseau d'assainissement des eaux usées de l'autre (future compétence Régie), du fait des nombreuses adhérences entre les 2 systèmes de collecte
- la définition du périmètre exact d'activités de la future régie au regard des compétences qui resteront à la Métropole, sa gouvernance, les moyens nécessaires à son déploiement et les coûts associés.

Comme l'exigent les textes, cette affaire a déjà fait l'objet d'un premier examen en Comité Technique (CT) le 4 décembre 2020, et en Commission Consultative des Services Publics Locaux le 10 décembre 2020.

Ces deux instances seront à nouveau saisies pour avis sur la base de ces nouveaux éléments, préalablement à la délibération du Conseil de Métropole qui arrêtera le dispositif final.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'engager une étude des conséquences économiques, techniques, financières et démocratiques d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement collectif, afin que le Conseil de Métropole se prononce définitivement dans les trois mois à compter de cette délibération sur le mode de gestion de l'assainissement collectif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150210-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport sur le choix du mode de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.